

4 Économie

Elaboration du nouveau code des investissements

Pour un meilleur accompagnement des partenaires du développement

Willy NDONG
Libreville/Gabon

Ne disposant jusqu'ici que d'une vieille charte des investissements qui date de 20 ans, le gouvernement, par le truchement du ministère de la Promotion des Investissements et des Partenariats publics-privés, envisage de mettre sur pied un groupe de travail interministériel chargé de travailler sur le nouveau code des Investissements en gestation dans notre pays. Entre-temps, Madeleine Berre, ministre de la Promotion des Investissements, a récemment présenté à la directrice régionale de la Banque mondiale, Elisabeth Huybens, ce projet de code des investissements.

POUR stimuler les investissements et améliorer l'environnement des af-



Madeleine Berre lors de la rencontre avec les responsables de la Banque mondiale.

faire au Gabon, les pouvoirs publics souhaitent doter notre pays d'un code des investissements véritablement attractif. C'est dans cette perspective que le ministre de la Promotion des investissements, Madeleine Berre, a récemment présenté à la directrice régionale de la

Banque mondiale, Elisabeth Huybens, un projet de code des investissements. Selon le membre du gouvernement, ce nouveau code permettra d'assurer l'efficacité, la transparence, la sécurité et la prospérité des investissements dans les conditions

les plus favorables. «Il permettra d'adapter le cadre légal gabonais aux objectifs de diversification de l'économie et aux nouvelles données de l'économie. Le groupe de travail aura donc pour mission de créer une matrice de l'investissement intégrant les aspects fiscaux, douaniers,

d'immigration, de droit du travail, la réglementation des changes, le régime commercial, entre autres», a indiqué le membre du gouvernement.

Ce futur instrument d'appui, d'incitation et d'accompagnement à la création et au développement des activités des investisseurs, a pour objectif, selon le ministre de la Promotion des investissements, Madeleine Berre, de favoriser et promouvoir les investissements productifs, d'encourager la création d'activités liées à la transformation de matières premières, de créer des emplois durables, ainsi que des produits compétitifs.

Les travaux du groupe interministériel devraient démarrer au début du mois de septembre 2018.

Brèves

Côte d'Ivoire et Ghana/La BAD octroie 600 millions \$ à la filière cacao

La Banque africaine de développement (BAD) a accordé un financement de 600 millions de dollars (environ 342 milliards de francs) à la Côte d'Ivoire et au Ghana dans le cadre d'un programme de lutte contre la maladie du Swollen-shoot (pousses gonflées) dans la filière cacao. Cette enveloppe couvre l'abattage de plus de 680 000 hectares de cacaoyers sur les terres agricoles affectées et la replantation d'arbres dans ces zones. «L'investissement que nous sollicitons, avec la Côte d'Ivoire, auprès de la Banque africaine de développement a été approuvé. Nous croyons que ce projet nous aidera à l'avenir, car nous serons en mesure de contrôler la propagation des maladies et de replanter les arbres trop vieux», a déclaré Joseph Boahen Aidoo, directeur général de Ghana Cocobod.

Côte d'Ivoire/La totalité de la production de cacao sera vendue à l'avance cette saison

La Côte d'Ivoire vendra l'ensemble de ses récoltes en cacao aux exportateurs, avant le début de la saison, a indiqué ce mercredi, l'agence de presse Reuters, de sources officielles. Selon les informations du média américain citant des sources proches du Conseil café-cacao (CCC) de la Côte d'Ivoire, cette démarche vise à permettre la fixation d'un prix garanti tout au long de la saison, pour les producteurs ivoiriens de cacao. Ainsi, la vente de près de 1,7 million de tonnes de contrats d'exportations de cacao à la mi-août, devrait permettre à l'institution ivoirienne de fixer en octobre, un prix garanti situé entre 750 et 800 de francs. Alors que plusieurs sources proches du dossier tablent sur une production de cacao située entre 1,8 million et 1,9 million de tonnes pendant les deux à trois prochaines années (contre 2 millions l'année dernière), cette mesure est censée permettre aux producteurs ivoiriens de s'adapter aux fluctuations et instabilité du marché.

Rassemblées par W.N.

ANPI-Gabon

Des opportunités d'affaires à saisir à Singapour

W.N.
Libreville/Gabon

L'AGENCE nationale de promotion des investissements du Gabon (ANPI-Gabon) prend part du 28 au 29 août 2018 à l'Africa Singapore Business. Ce forum, créé par l'Agence gouvernementale "Entre-

prise Singapore", principal outil de promotion de la croissance des entreprises en Asie, réunit plus de 2000 hommes et femmes d'affaires venant de 30 pays. Durant deux jours, à Singapour, les responsables de l'ANPI-Gabon vont présenter aux potentiels investisseurs les atouts économiques du Gabon dans des do-



Les responsables de l'ANPI-Gabon sont à Singapour pour présenter aux investisseurs de ce pays les atouts du Gabon.

maines aussi variés que le tourisme, les secteurs du pétrole et du gaz, de l'industrie minière et agroalimentaire. Ce forum est donc l'occasion pour l'ANPI-Gabon de saisir toutes les opportunités d'affaires qui s'offriront pour ouvrir les portes du Gabon aux potentiels investisseurs étrangers.

Commerce agricole en Afrique centrale

Pourquoi ça ne marche pas ?

MSM
Libreville/Gabon

DANS un rapport intitulé « Briser les obstacles au commerce agricole régional en Afrique centrale », qui sera officiellement présenté le 30 août 2018 à Yaoundé, la Banque mondiale dresse les écueils à l'émergence d'un véritable marché sous-régional. « En Afrique centrale, le commerce régional peut grandement stimuler le développement agricole et entraîner une réduction de la

pauvreté, dans la mesure où il permettrait d'accroître les revenus agricoles et réduire le prix des aliments. Il pourrait également permettre de réduire les factures d'importation et améliorer ainsi la balance des paiements des pays de cet espace communautaire » indique le rapport. Mais au-delà de ce constat, l'institution de Bretton Woods révèle que le potentiel du commerce agricole régional dans cette partie de l'Afrique, « n'est pas encore réalisé », pour diverses raisons. Il s'agit principalement, indique t-elle, « de la faiblesse



Le commerce agricole entre les pays de la sous-région manque de dynamisme.

des liens entre les agriculteurs et les marchés, de la mauvaise qualité des infrastructures de marché et des

coûts élevés du commerce résultant de la corruption le long des corridors de commerce régionaux ». Aussi la Banque mondiale suggère-t-elle aux États de s'attaquer à ces contraintes, ce qui suppose, selon cette institution financière internationale, « une collaboration intersectorielle et un leadership politique fort, afin de surmonter la résistance inévitable en termes d'économie politique de ceux qui tirent actuellement des rentes du système au détriment des pauvres ».

CHANGEMENTS
COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 29/08/2018

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1710	1USD =	560,168	1 USD	577,810
CAD	1,5128	1CAD =	433,605	1 CAD	462,063
JPY	130,0300	1JPY =	5,045	100 JPY	532,990
GBP	0,9068	1GBP =	723,376	1 GBP	771,857
CHF	1,1427	1CHF =	574,041	100 CHF	61 186,25
ZAR	16,5894	1ZAR =	39,541	100 ZAR	4 186,00
MAD	11,0035	1MAD =	59,613	1 MAD	62,97
CNY	7,9641	1CNY =	82,364	1CNY	84,84
KES	118,1100	1KES =	5,554	1KES	5,72

INDICES BOURSISERS

	en date du	
CAC 40	29/08/2018	5 502,12
DOW JONES	29/08/2018	26 105,52

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
29 Août 2018: 76,71